

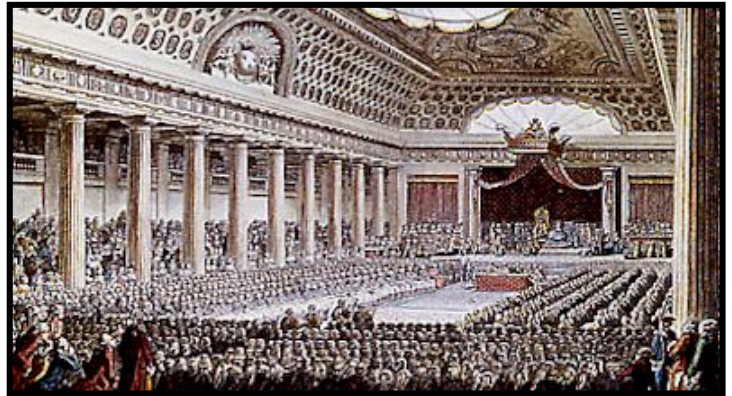
Un cahier de doléances.

Sire, nous sommes accablés d'impôts de toutes sortes ; nous avons donné jusqu'à présent une partie de notre pain, et il va bientôt nous manquer si cela continue. Si vous voyiez les pauvres chaumières que nous habitons, la pauvre nourriture que nous prenons, vous en seriez touché. Cela vous dirait mieux que nos paroles que nous n'en pouvons plus et qu'il faut nous diminuer nos impôts. Ce qui nous fait bien de la peine, c'est que ceux qui ont le plus de bien paient le moins. Nous payons la taille, et le clergé et la noblesse rien de tout cela. Pourquoi donc est-ce que ce sont les riches qui paient le moins et les pauvres qui paient le plus ? Est-ce que chacun ne doit pas payer selon son pouvoir ? Sire, nous vous demandons que cela soit ainsi, parce que cela est juste.

Les paysans de Culmont (un village français), 1789.

Questions :

1. Qui est le « Sire » auquel s'adressent les paysans ?
2. Les paysans désirent-ils encore être gouvernés par le roi lorsqu'ils écrivent leurs doléances en 1789 ? (justifie)
3. Décris la situation des paysans en 1789.
4. Quelle principale injustice dénoncent-ils dans ce cahier ?
5. Que demandent-ils au roi pour réparer cette injustice ?
6. Cet extrait pourrait être divisé en 3 parties : retrouve-les et entoure la 1^{ère} partie en bleu, la 2^{de} en rouge et enfin la 3^{ème} en vert puis donne à chacune une phrase-titre.



Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789 (extraits).

Art. 1er. -

Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits. Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune.

Art. 2. -

Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'Homme. Ces droits sont la liberté, la propriété, la sûreté, et la résistance à l'oppression.

Art. 3. -

Le principe de toute Souveraineté réside essentiellement dans la Nation. Nul corps, nul individu ne peut exercer d'autorité qui n'en émane expressément.

Art. 4. -

La liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui : ainsi, l'exercice des droits naturels de chaque homme n'a de bornes que celles qui assurent aux autres Membres de la Société la jouissance de ces mêmes droits. Ces bornes ne peuvent être déterminées que par la Loi.